



N° 8 - décembre 2013

Panorama au 3 décembre 2013

Éditorial

Recul des prix à la production pour la plupart des produits agricoles en octobre 2013

En octobre 2013, si les grandes cultures ont pesé fortement dans le recul global des prix à la production par rapport à octobre 2012, la plupart des autres productions végétales et animales présentaient aussi des prix inférieurs. Pour la pomme de terre et les fruits, et aussi globalement pour les animaux et les volailles, la tendance haussière s'est inversée en octobre. En revanche, les prix des vins d'appellation au début de la campagne de commercialisation 2013/2014, du lait de vache et des ovins se sont maintenus nettement au-dessus de 2012 (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, décembre 2013*). S'agissant des prix d'achat des intrants, le recul sur un an dure depuis cinq mois consécutifs, mais il s'est accéléré pour les engrais et amendements et les aliments composés destinés aux animaux (*Infos rapides Moyens de production, décembre 2013*).

Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production, la baisse d'octobre des prix céréaliers et oléagineux français avoisinait – 25 % sur un an. En novembre, cette situation a per-

duré. Selon le Conseil international des céréales, la demande mondiale de blé tendre ralentirait et les conditions de semis seraient favorables aux États-Unis tandis que les disponibilités en provenance de la mer Noire se réduiraient du fait de l'écoulement progressif de la récolte. L'abondance de maïs, générée par le net rétablissement de la production aux États-Unis, a pesé fortement sur les cours mondiaux. Les prix français du maïs accusent plus fortement la baisse que ceux du blé tendre et de l'orge et restent en dessous du niveau moyen des campagnes précédentes comme les prix du tournesol et du colza. Pour 2014, selon les estimations de semis d'hiver au 1^{er} décembre du Service de la statistique et de la prospective, les assolements français en blé tendre et orge se stabiliseraient à un niveau moyen et ceux de colza reprendraient du terrain après le point bas de 2013 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, décembre 2013*).

Les prix à la production des fruits d'automne sont passés en octobre en dessous de leur niveau de 2012,

l'inversion de tendance étant intervenue en septembre pour les légumes. Malgré cette baisse sur un an qui se poursuit en novembre, les prix dépassent nettement les prix moyens 2008-2012 pour les fruits et les légumes. En novembre, les prix de la poire et surtout de la pomme sont inférieurs aux prix très élevés de l'automne 2012, les récoltes ayant été très restreintes en 2012. En 2013, ces deux productions retrouvent leur niveau moyen (*Infos rapides Pomme et Poire, novembre 2013*). Les stocks de pommes sont aussi proches de la moyenne, contrairement à ceux de poires qui la dépassent nettement (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire, novembre 2013*).

Les prix des légumes sont nettement plus élevés qu'en novembre 2012 pour la carotte, le chou-fleur et l'endive, cette dernière débutant sa campagne favorablement. La commercialisation des légumes d'hiver reprend de la vigueur avec le froid de novembre (*Infos rapides Climatologie, décembre 2013*), qui favorise la demande. Les prix de novembre inférieurs à ceux de 2012 concernent principalement la

tomate et les salades. La première, à l'exception de ses variétés de diversification, ne s'est redressée modestement qu'en toute fin de campagne. Laitue et chicorée ont été pour leur part pénalisées par la douceur du climat d'octobre, qui avait provoqué le chevauchement des cultures de plein air et de celles sous-abri arrivées à maturité avant terme (*Infos rapides Légumes, décembre 2013*).

Parmi les productions végétales, seuls les vins d'appellation ont affiché en octobre des prix en hausse très nette par rapport à 2012, l'avance sur les prix moyens 2008-2012 s'étant encore accentuée pour atteindre + 20 %. Après la récolte historiquement basse de 2012, la récolte 2013 reste faible et le démarrage de la campagne de commercialisation 2013/2014 a pris du retard alors que les exportations se tassaient légèrement, à l'exception des vins d'appellation qui progressent encore (*En 2013, cours des vins soutenus en raison de faibles disponibilités, Viticulture n° 2013/227, décembre 2013*).

En octobre, les prix à la production des animaux de boucherie et des volailles, sont globalement descendus au-dessous du niveau élevé atteint en 2012. Toutefois, selon les espèces, l'évolution est contrastée sur un an. Pour les bovins, la hausse observée les mois précédents s'est interrompue, leurs prix étant strictement équivalents à ceux de 2012. Pour les ovins, elle a ralenti. Pour les hors-sol porcins et volailles, les prix ont au contraire marqué une baisse plus forte qu'en septembre. Pour autant, malgré la baisse sur un an, les prix de tous les animaux vifs dépassaient nettement leur niveau moyen 2008-2012. Cette baisse des prix est intervenue en dépit d'une offre réduite. Les productions d'animaux de boucherie - bovins, ovins et porcins - étaient en effet inférieures à celles de

2012 en octobre, en raison d'une diminution des abattages qui s'est poursuivie en novembre. La production bovine a baissé dans un contexte où les exportations d'animaux finis ont chuté, celles de brouillards ayant au contraire progressé mais dans une bien moindre mesure (*Infos rapides Bovins-Ovins et Porcins, décembre 2013*). En revanche, la production avicole a progressé en octobre avec l'augmentation du nombre de volailles abattues et les mises en place de poussins de poulet de chair ont repris après un mois de septembre de quasi-stabilité (*Infos rapides Aviculture, décembre 2013*).

En 2013 sur les trois premiers trimestres, la consommation française de viande a baissé par rapport à 2012. Cette légère érosion sur un an s'inscrit dans une tendance baissière de long terme, dans laquelle la reprise de 2010 n'a été qu'un soubresaut. La situation est toutefois contrastée, la consommation de viande de boucherie diminuant et celle de volailles augmentant. En 2013, comme en 2012, les disponibilités de viande sont restreintes et les prix à la consommation des viandes élevés, sous l'impact de la forte hausse des prix à la production des animaux. Face à ce contexte aggravé par la crise économique, les ménages français ont réduit leurs achats de viande fraîche de bœuf, d'agneau, de porc, au profit des volailles, notamment de poulet dont les achats se sont développés. Ils ont également privilégié la viande hachée fraîche, les produits élaborés et aussi les jambons et autres charcuteries (*Baisse de la consommation de viande française, après une reprise en 2010, Consommation n° 2013/225, décembre 2013*).

S'agissant des produits animaux, le prix standard du lait de vache d'octobre dépassait de 18 % le prix moyen des mois d'octobre 2008 à 2012. Dans

ce contexte de revalorisation du prix du lait et de reflux du prix des aliments pour vaches laitières, les éleveurs ont relancé la production de lait en augmentant leurs effectifs de vaches laitières, pour répondre à la demande des transformateurs. L'augmentation de la collecte laitière a particulièrement profité aux fromages (*Infos rapides Lait, novembre 2013*). Les prix à la production des œufs, bien que très en deçà des prix de 2012, ont toutefois retrouvé un niveau légèrement supérieur aux prix 2008-2012. En 2013, la production d'œufs de consommation cumulée sur les trois premiers trimestres a très fortement progressé, grâce aux importantes mises en place de poussins de poulettes de ponte et, selon les estimations, cette progression devrait se poursuivre en janvier 2014.

L'excédent des échanges agroalimentaires français d'octobre est plus faible, en octobre 2013, qu'un an auparavant, tant avec l'Union européenne qu'avec les pays tiers. L'excédent commercial s'est contracté en produits bruts avec la baisse des exportations de céréales vers l'Union européenne et le Maghreb. Il a légèrement progressé sur un an en produits transformés, notamment grâce aux ventes vers l'Union européenne de sucres et produits agroalimentaires de seconde transformation (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, décembre 2013*). En 2012, les « fruits et légumes transformés » avaient contribué aux ventes de produits agroalimentaires, autant que les produits issus des céréales. Le déficit de leur balance commerciale s'est aggravé, la production nationale ne suivant pas l'accroissement de la consommation (*Fruits et légumes transformés : le développement de la consommation de jus et compotes creuse le déficit commercial, Industries agroalimentaires n° 2013/228, décembre 2013*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

En 2013, cours des vins soutenus en raison de faibles disponibilités, <i>Viticulture</i>	5	<i>L. Bernadette</i>
Fruits et légumes transformés : le développement de la consommation de jus et compotes creuse le déficit commercial, <i>Industries agroalimentaires</i>	9	<i>C. Barry</i>
Baisse de la consommation française de viande, après une reprise en 2010, <i>Consommation</i>	15	<i>C. Deroin</i>

Organismes et abréviations 23

Pour en savoir plus 25

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins et Ovins, n° 11/11, décembre 2013	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 11/11, décembre 2013	<i>C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 11/11, décembre 2013	<i>C. Pendariès</i>
Carotte, n° 4/6, décembre 2013	<i>P. Arnoux</i>
Chicorée, n° 3/5, décembre 2013	<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 12/12, décembre 2013	<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 12/12, décembre 2013	<i>G. Wemelbeke</i>
Endive, n° 2/5, décembre 2013	<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 10/10, décembre 2013	<i>A. Renaud</i>
Lait, n° 12/12, décembre 2013	<i>S. Cazeneuve</i>
Laitue, n° 3/6, décembre 2013	<i>P. Arnoux</i>
Moyens de production, n° 10/10, décembre 2013	<i>H. Bouhalli, B. Edan</i>
Poire, n° 4/4, novembre 2013	<i>P. Arnoux</i>
Pomme, n° 6/6, décembre 2013	<i>L. Bernadette</i>
Prix agricoles et alimentaires, n° 10/10, décembre 2013	<i>C. Deroin</i>
Stocks Pomme-Poire, n° 3/10, décembre 2013	<i>L. Bernadette</i>
Tableau de bord mensuel des IAA, décembre 2013	<i>C. Barry</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Viticulture

Synthèses décembre n° 2013/227

Retour éditorial

En 2013, cours des vins soutenus en raison de faibles disponibilités

En 2013, la récolte viticole française, estimée à 42,3 millions d'hectolitres, serait historiquement basse, pour la deuxième année consécutive. Le démarrage de la campagne de commercialisation 2013/2014 a pris du retard, alors que le commerce extérieur connaît un léger tassement des exportations. Néanmoins, les volumes exportés de vins d'appellation d'origine protégée progressent encore. En début de campagne, les prix des vins restent dynamiques par rapport à 2012.

Disponibilités en baisse pour la campagne 2013/2014, en raison du bas niveau des stocks

Selon les prévisions du Service de la Statistique et de la Prospective (SSP) au 1^{er} novembre 2013, la récolte française de vins s'élèverait à 42,3 millions d'hectolitres pour la campagne 2013/2014. Elle devrait être historiquement basse, à peine supérieure à la très petite récolte de 2012 (+ 2 %) et inférieure à la moyenne des cinq dernières années (- 7 %). La campagne 2013 a été marquée par des précipitations et de la fraîcheur lors de la floraison, ce qui a entraîné coulure et

millerandage. Elle a également subi de nombreux orages de grêle pendant l'été et, lors des vendanges retardées, des précipitations abondantes qui ont provoqué un développement inhabituel du Botrytis. La production de vins d'appellation d'origine protégée (AOP), en particulier, serait inférieure de 3 % à celle de l'an passé. Celle des vins à indication géographique protégée (IGP) progresserait de 8 % par rapport à l'année dernière et celle des autres vins (hors eaux-de-vie) de 36 %.

Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), les récoltes

des principaux pays européens, hors jus et moûts, progresseraient de 23 % par rapport à 2012 pour l'Espagne à 40 millions d'hectolitres et de 2 % pour l'Italie à 45 millions. Au niveau mondial, selon l'OIV, la production 2013 pourrait progresser sur un an de 9 % en moyenne, se situant entre 277 et 285 millions d'hectolitres hors jus et moûts. Elle retrouverait le niveau de 2006, mais avec un vignoble mondial amputé depuis lors de 300 milliers d'hectares.

D'après les données provisoires de la direction générale des douanes, les stocks français de vins à la propriété pour le début de campagne 2013/2014 s'élèvent à près de 30,4 millions d'hectolitres, en baisse de 12 % depuis l'an dernier. La récolte 2012 avait été historiquement basse. Ces stocks sont orientés à la baisse pour toutes les catégories de vins, mais plus fortement pour les vins sans IG (- 34 % à 1,7 million d'hl par rapport au niveau de 2012/2013, de 2,5 millions d'hl).

Estimation de récolte de vins au 1^{er} novembre 2013

Catégories de vins	2013	2013/2012 en %	2013/Moyenne 2008-2012 en %
Vins AOP	19 097	- 3	- 12
Vins pour eaux-de-vie	7 449	- 2	- 2
Vins IGP	13 094	+ 8	+ 3
Autres vins (dont vins sans IG)	2 703	+ 36	- 21
Total Vins	42 344	+ 2	- 7

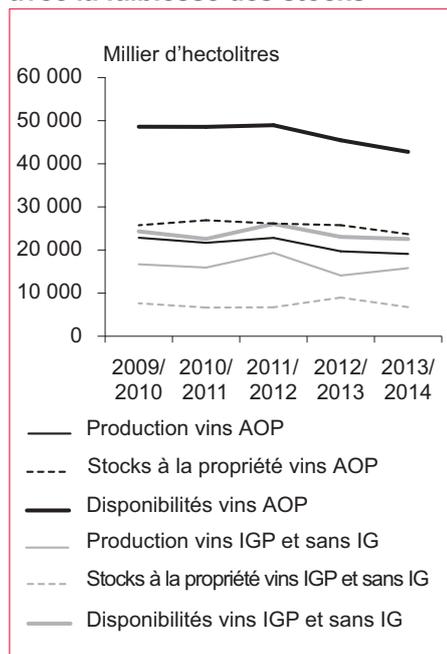
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

À l'inverse des années précédentes, cette contraction des stocks est confortée par la faiblesse de la récolte 2013. Au final, les disponibilités – production + stocks – au début de la campagne 2013/2014, estimées à 65,3 millions d'hl, sont inférieures de 5 % à celles de la campagne précédente, tous vins confondus. Les disponibilités en AOP continuent leur repli sur un an (- 6 %). Malgré la progression sur un an de la production des vins IGP et sans IG (+ 12 %), leur disponibilité diminue de 2 %, en raison de la forte baisse des stocks.

Ventes en vrac en baisse pour les vins IGP et sans IG

Le début de campagne est plus lent à se mettre en place que celui de la campagne passée. Les volumes des transactions de vins en vrac IGP chutent sur un an, d'après les données collectées par FranceAgriMer. Sur le cumul des trois premiers mois de la campagne 2013/2014, les échanges de vins IGP rouges-rosés et blancs se replieraient de respectivement 50 % et 52 % par rapport à la campagne précédente. De même, les volumes échangés des vins sans IG rouges et blancs diminueraient sur la même période de respectivement 58 % et 48 %. Ces baisses

Disponibilités en recul, en lien avec la faiblesse des stocks



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

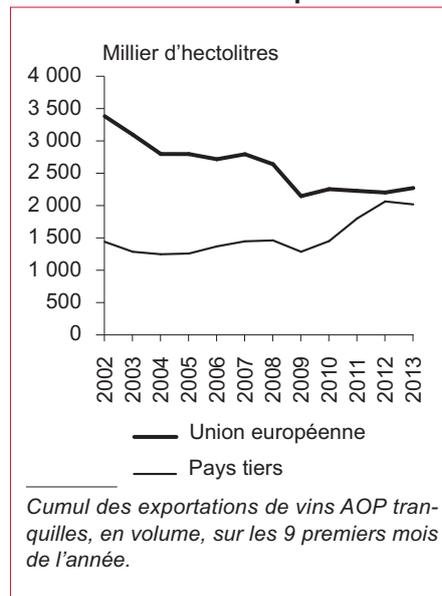
concernent aussi bien les vins IGP que les vins sans IG avec ou sans mention de cépage. Toutefois, ces évolutions ne correspondent qu'aux premières tendances de début de campagne et concernent des volumes minoritaires (10 % en moyenne par rapport à l'ensemble d'une campagne), encore issus de la récolte précédente.

Ce début de commercialisation, en net retrait par rapport à la campagne précédente, s'explique par la conjonction de stocks faibles dans ces catégories de vins, conséquence de la faible récolte de 2012, et d'un retard de la vendange en 2013 évalué entre 15 jours et trois semaines. De plus, le début de campagne précédente avait été dynamique, ce qui peut expliquer aussi les plus fortes baisses des ventes sur un an.

Tassement des exportations après une hausse continue depuis trois ans

De janvier à septembre 2013, les exportations globales de vins diminuent en volume de 2 % par rapport à 2012 après la faible récolte de 2012, tout en restant stables en valeur. Ce léger tassement intervient après trois années de hausse. Les exportations se situent

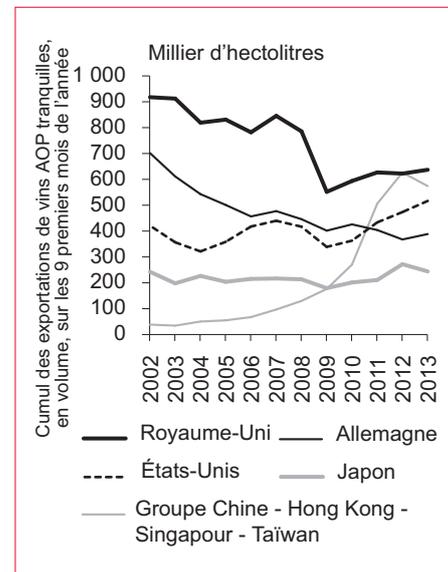
En 2013, léger rebond des exportations de vins tranquilles AOP vers l'Union européenne



Source : DGDDI

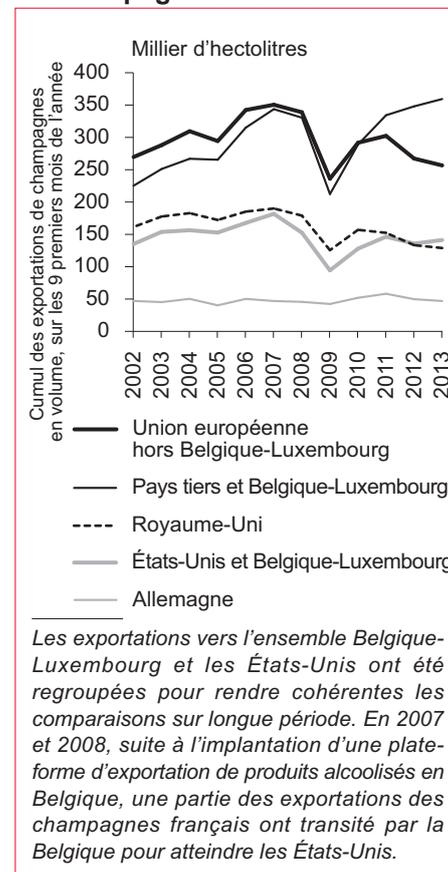
néanmoins au niveau de 2006, avant la crise économique de 2008-2009.

Depuis 2010, progression régulière des exportations à destination des États-Unis



Source : DGDDI (Douanes)

Stabilité des exportations de champagnes en 2013

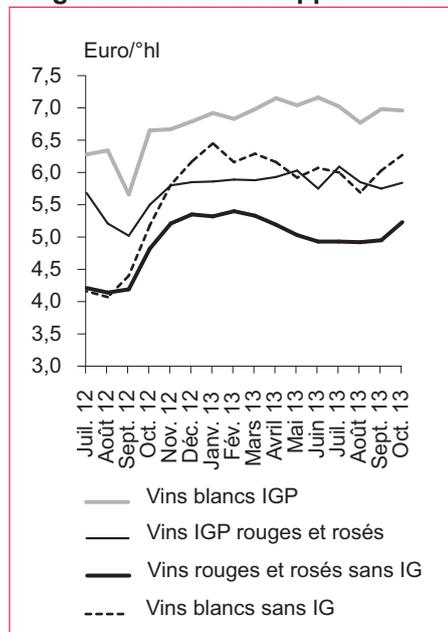


Source : DGDDI (Douanes)

L'Union européenne permet une légère croissance des exportations françaises (+ 1 % en volume sur un an), alors que les volumes vers les pays tiers reculent de 6 %.

Toutefois cette tendance générale masque des disparités entre catégories de vins. Sur les neuf premiers mois de l'année, les vins tranquilles AOP continuent de progresser légèrement sur un an en volume (+ 1 %) mais diminuent en valeur dans la même proportion (- 1 %). Ces vins bénéficient d'une reprise dans l'UE (+ 3 % en volume), notamment en Allemagne (+ 6 %) et au Royaume-Uni (+ 2 %). Mais, vers les pays tiers, les volumes d'AOP exportés reculent de 2 %, notamment vers l'Asie. Ce recul atteint - 8 % vers le groupe « Chine, Hong Kong, Singapour et Taiwan », qui n'est plus désormais le premier importateur de vins AOP français : le recul a commencé à partir de mars 2013 et s'est accentué au cours de l'été. La procédure antidumping, menée par Pékin contre les entreprises vinicoles européennes, a pu conduire les opérateurs à un certain attentisme. Vers les États-Unis, la croissance est toujours bien orientée (+ 9 %).

Les cours sont fermes pour les vins rouges et rosés hors appellation



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats

S'agissant des champagnes, leurs exportations sont stables en volume tandis qu'elles s'érodent légèrement en valeur (- 1 %). À destination de l'Union européenne, les ventes poursuivent leur recul (- 2 %) tandis qu'elles progressent de 2 % vers les pays tiers.

Enfin, les autres vins tranquilles enregistrent une diminution de leurs volumes exportés, à 5,2 millions d'hl (- 4 %), en lien avec la faiblesse de la récolte qui a frappé ces catégories en 2012, surtout les vins sans IG. Sur un an, les vins IGP et sans IG perdent respectivement 1 % et 8 % en volume, mais gagnent respectivement 5 % et 6 % en valeur. Après plusieurs années de progression, les exportations de vins sans IG avec mention de cépage baissent sur un an de 10 % en volume et de 4 % en valeur.

Fermeté des prix des vins hors appellation

Sur le premier trimestre de campagne, les prix moyens pondérés des vins IGP et sans IG augmentent de respectivement 10 % et 20 %, toutes couleurs confondues. La plus forte augmentation concerne les vins blancs sans IG (+ 30 %), puis viennent les vins rouges sans IG (+ 14 %), les vins rouges IGP (+ 10 %) et les vins blancs IGP (+ 9 %).

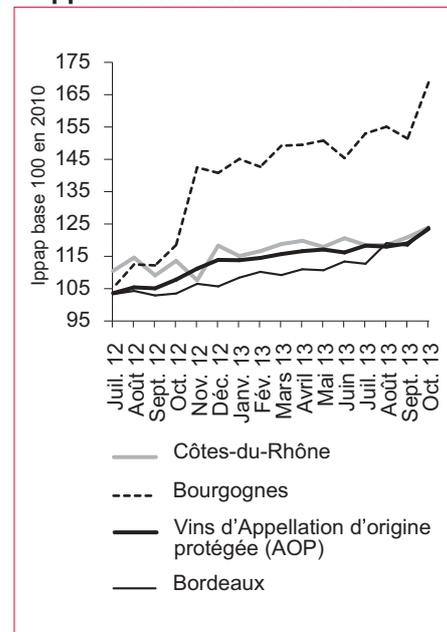
Vins d'appellation : les prix poursuivent leur ascension en 2013

Pour les vins d'appellation, hors champagnes et toutes appellations confondues, les prix de la campagne 2012/2013 – mesurés par l'indice des prix agricoles à la production – ont progressé de 10 % par rapport aux prix 2011/2012, en raison de faibles disponibilités. Les appellations des vins de Bourgogne et de Provence ont progressé le plus (respectivement + 26 % et + 16 %). Les champagnes ont aussi progressé, de 3 % entre ces deux campagnes.

Pour les vins d'appellation hors champagne, les prix sur les trois premiers

de la nouvelle campagne 2013/2014 (août-octobre) augmentent de 19 % par rapport à la même période de l'année précédente et de 24 % par rapport à la même période des années 2008-2012. Dans tous les bassins viticoles, les prix de début de campagne sont en hausse sur un an. Pour les vins de Bordeaux, les cours progressent de 16 %, comparés à 2012 (+ 19 % comparés à la moyenne des cinq dernières campagnes). Pour les vins de Bourgogne, les prix progressent tant par rapport à 2012 (+ 38 %) que par rapport à la moyenne sur cinq ans (+ 47 %). Pour l'appellation Côtes-du-Rhône, les prix augmentent de 8 %, comparés à ceux de l'an dernier et de 20 % à la moyenne quinquennale. Les prix des vins de Provence grimpent de 29 % en un an et de 44 % par rapport à la moyenne.

Prix à la production des vins d'appellation orientés à la hausse



Source : Insee

Sources et définitions

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG et IGP au niveau de la première commercialisation sont issus des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer : www.franceagrimer.fr/
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 de la direction générale des douanes et des droits indirects (Douanes) : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la direction générale des douanes et droits indirects).

Définitions

- Vin tranquille : tout vin qui n'est pas effervescent.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une récolte de vin estimée à 42,3 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 5/5, novembre 2013
- « Valeur record des exportations de vins d'appellation en 2012 », Synthèses n° 2013/207, avril 2013
- « Progression des ventes et des exportations de vins sans IG avec mention de cépage » Synthèses n° 2003/203, mars 2013

Retour éditorial

Fruits et légumes transformés : le développement de la consommation de jus et compotes creuse le déficit commercial

En 2012, les « fruits et légumes transformés » contribuent à 4 % des ventes de produits agroalimentaires, autant que les produits issus des céréales. Le déficit de leur balance commerciale a tendance à s'aggraver, la production nationale ne suivant pas l'accroissement de la consommation. Les fabrications de produits à base de légumes s'érodent et sont très dépendantes du calendrier et du niveau de production de leur matière première. Les tonnages de pommes de terre transformées par l'industrie sont stables. Les compotes et purées de fruits dynamisent l'activité des préparations de fruits. Les fabrications de jus de fruits progressent vivement mais sont insuffisantes pour répondre à une demande accrue des consommateurs.

Chips, purées, frites, compotes, confitures, conserves, surgelés, déshydratés, jus sont autant de formes prises par les fruits et légumes frais, une fois préparés par l'industrie. En 2012, la production commercialisée de ces « fruits et légumes transformés » contribue à 4 % de la valeur des productions agroalimentaires françaises. C'est peu comparé aux viandes (21 %), boissons (20 %), ou produits laitiers (16 %), mais autant que les produits issus des céréales (farine et produits amylacés).

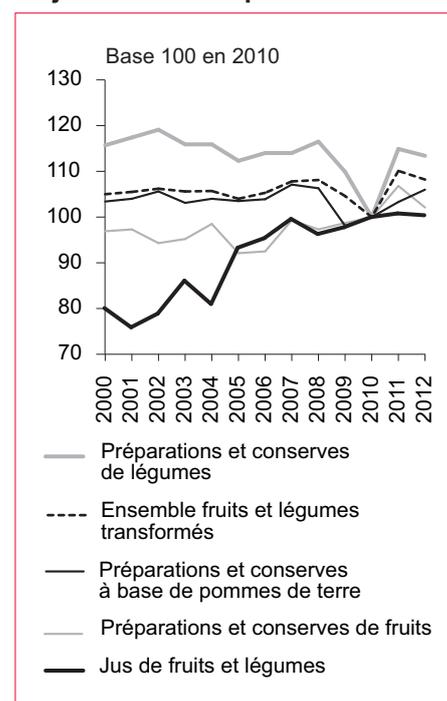
L'activité de production des fruits et légumes transformés a cette particularité d'être rythmée par les calendriers et le niveau de production de sa matière première, surtout pour les légumes. Autre particularité des fruits et légumes préparés par l'industrie, c'est un déficit chronique du commerce extérieur qui se creuse au cours du temps. Les quantités produites par les

industriels français ne sont en effet pas suffisantes pour répondre à la demande des consommateurs. Dans l'ensemble, les volumes produits annuellement ont tendance à se stabiliser. Mais les fabrications de produits à base de fruits se portent mieux que celles à base de légumes : les préparations de légumes diminuent, les préparations de pommes de terre stagnent tandis que progressent jus de fruits et compotes.

Légumes transformés : la matière première rythme calendrier et niveau de production

Au rayon fruits et légumes transformés, ce sont les légumes, hors pommes de terre, qui pèsent le plus en valeur dans la production commercialisée (39 % en 2012). Deux tiers des volumes produits le sont sous forme de conserves. Un peu moins d'un tiers est congelé. Les légumes déshydratés ou conservés

Forte progression de la production de jus de fruits depuis 10 ans



Source : Insee - Indice brut de la production en volume

dans du vinaigre complètent le total. Les volumes produits de préparations et conserves de légumes tendent à s'éroder depuis une dizaine d'années (- 5 % entre 2012 et 2002).

Le calendrier de production des légumes rythme celui des légumes transformés par les industriels : démarrage en juin, progression jusqu'à un pic de production en septembre, baisse à partir d'octobre. D'une année sur l'autre, les industriels s'efforcent de régulariser leurs approvisionnements en fixant avec les agriculteurs des objectifs de production en début de campagne ; pour résorber les stocks, une année de sous production succède souvent à une année de surproduction. Ainsi en 2009, la production a reculé après une année 2008 exceptionnelle. Mais

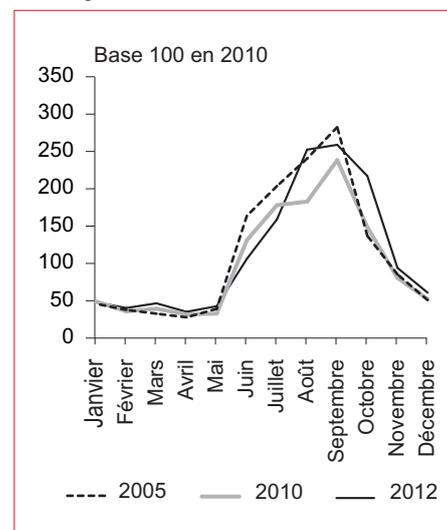
les objectifs de production fixés par la contractualisation peuvent être contrariés par les aléas climatiques. C'est ce qui s'est passé en 2010 : une météo défavorable a entraîné de faibles récoltes et donc une chute de la production.

Un tiers des quantités de légumes produits en France est destiné à l'industrie en 2012 mais cette part varie selon les légumes. Ainsi, en 2012, toute la production de maïs doux produit en France est destinée à la transformation. C'est plus de 90 % pour les haricots verts et petits pois, la moitié pour les carottes et moins d'un tiers pour les tomates. Côté prix industriel, ceux des légumes surgelés oscillent peu. Le prix des légumes appertisés (en conserve) ont quant à eux globalement progressé. Ils subissent, de manière atténuée, les

variations du prix des légumes à la production et répercutent, en outre, les évolutions du conditionnement.

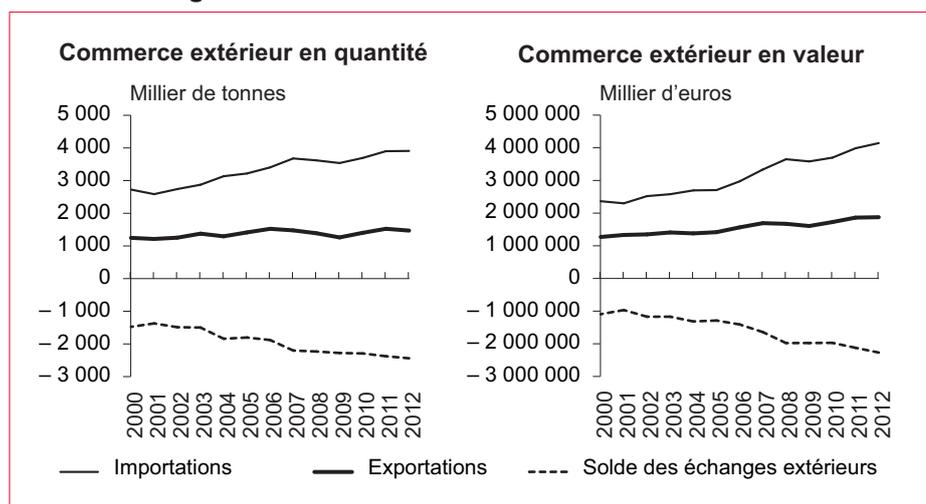
Les industries du secteur des légumes transformés produisent essentiellement pour le marché français : la part des exportations dans leur chiffre d'affaires est de 14 %, part moins importante que pour l'ensemble des industries agroalimentaires (21 %). Mais la production n'est pas suffisante

L'essentiel de la production de légumes transformés entre juin et octobre



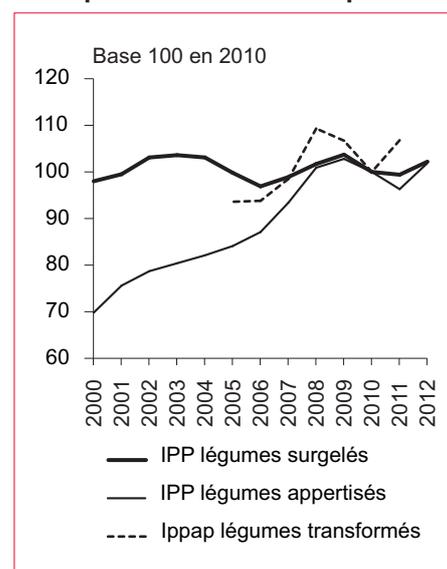
Source : Insee - Indice brut de la production industrielle en volume - Préparations et conserves de légumes

Déficit récurrent de la balance commerciale des fruits et légumes transformés



Source : DGDDI (Douanes)

Le prix des légumes surgelés varie peu au cours du temps



Sources : Insee et Agreste - Indice des prix de la production et indice des prix des produits agricoles à la production

Les jus de fruits : 1/5 des ventes, 1/3 du déficit commercial des fruits et légumes transformés

	Année 2012			
	Solde commercial		Production commercialisée	
	Million d'euros	Part de chaque poste (%)	Million d'euros	Part de chaque poste (%)
Fruits et légumes transformés	- 2 260	100	5 203	100
Préparations et conserves à base de pommes de terre	- 253	11	589	11
Jus de fruits et légumes	- 796	35	1 084	21
Légumes transformés : congelés, appertisés...	- 491	22	2 041	39
Fruits transformés : compotes, confitures, congelés...	- 719	32	1 489	29

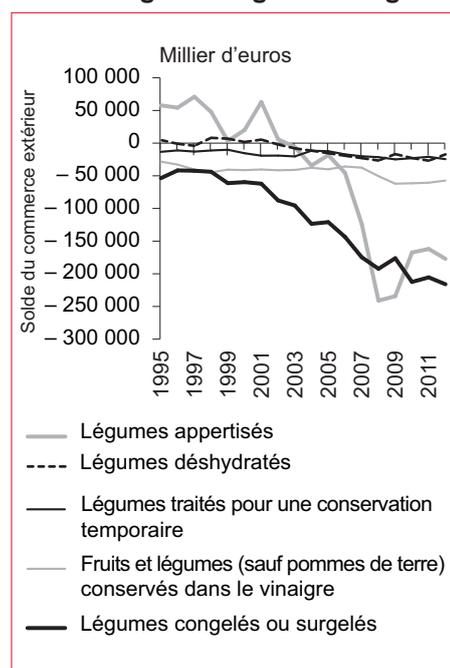
Sources : DGDDI (Douanes) et SSP-Agrete-Prodcom

pour alimenter le marché intérieur, comme en atteste le déficit du commerce extérieur. Pour les légumes appertisés, ce déficit n'est apparu qu'en 2003. La situation est de plus différente selon les légumes : les tomates contribuent largement au déficit tandis que le maïs doux et le pois sont plus exportés qu'importés. Un cinquième des ventes à l'étranger part vers l'Allemagne, notre principal client. L'Espagne et l'Italie sont, eux, nos premiers fournisseurs de légumes appertisés. Du côté des légumes surgelés, le solde, structurellement déficitaire, a tendance à se détériorer. L'excédent pour les pois, haricots verts, maïs doux et épinards surgelés est loin de compenser le déficit pour les autres légumes congelés. L'essentiel des échanges s'effectue au sein de l'Union européenne, notamment avec la Belgique.

Pommes de terre transformées : stabilité des tonnages produits

En 2012, chips, purées, frites et autres pommes de terre transformées représentent un peu plus de 10 % en valeur des productions commercialisées de l'ensemble fruits et légumes. Deux tiers des pommes de terre transformées par les industriels français le sont sous forme congelée.

Dégradation constante du solde des échanges de légumes surgelés

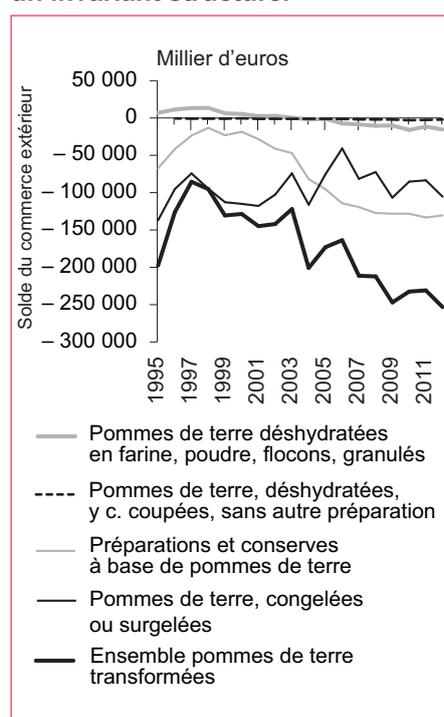


Source : DGDDI (Douanes)

Pour leur matière première, la dizaine d'industriels transformant les pommes de terre peuvent s'appuyer sur les tonnages produits en France. Selon les années, entre 30 % et 40 % des volumes de pommes de terre de consommation récoltées en France sont destinés à la transformation. Ces volumes dépassent même les quantités pouvant être transformées dans l'hexagone et sont exportés, notamment vers la Belgique. Le calendrier de production des pommes de terre transformées demeure inchangé d'une année sur l'autre : l'activité la plus intense a lieu entre mars et juin, suivie d'un creux en juillet, où les stocks de pomme de terre sont au plus bas, avant le démarrage de la prochaine campagne de récolte.

Les quantités de pommes de terre transformées par les industriels français ont tendance à être stables au cours du temps (+ 0,4 % entre 2002 et 2012). Elles ne suffisent pas à couvrir une consommation accrue qui s'est développée au détriment de la consommation en frais. Ainsi, entre 1993 et 2010, pour une consommation globale pratiquement stable, la consommation de pommes de terre transformées a progressé de 30 %,

Déficit du commerce extérieur des pommes de terre transformées : un invariant structurel



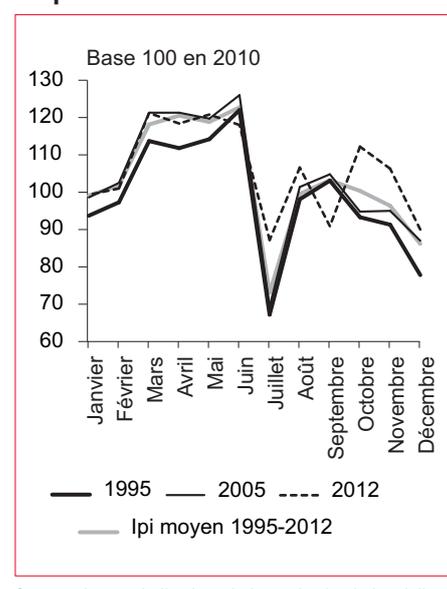
Source : DGDDI (Douanes)

passant de 45 à 55 % de la consommation totale. Les importations, nécessaires pour satisfaire la demande intérieure, proviennent essentiellement de Belgique et des Pays Bas.

Compotes et purées, moteurs de la production des fruits transformés

Si les ventes de fruits transformés en compotes, confitures ou sous forme de fruits au sirop pèsent moins (29 %) que celles des légumes, les quantités produites, elles, tendent à augmenter (+ 8 % entre 2002 et 2012) essentiellement grâce aux compotes et purées de fruits. Les fabrications de ces dernières sont en effet en hausse tendancielle, portées par le développement de formats nouveaux adaptés à une consommation individuelle nomade, tels les gourdes, et le succès des compotes de pommes mélangées à d'autres fruits. Les tonnages produits ont presque triplé en 20 ans. La pomme, ingrédient principal des compotes et purées de fruits, est en effet de plus en plus consommée à l'état transformé : en 2010, presque la moitié des quantités de pommes consommées le sont sous forme transformée contre plus d'un tiers en 1994.

Régularité et stabilité de la production à base de pomme de terre



Source : Insee - Indice brut de la production industrielle en volume

Mais les tonnages préparés par les industriels français ne sont pas suffisants : ils représentent 50 % des quantités de compotes, purées et jus de pommes consommées en 2010 contre 80 % en 1994.

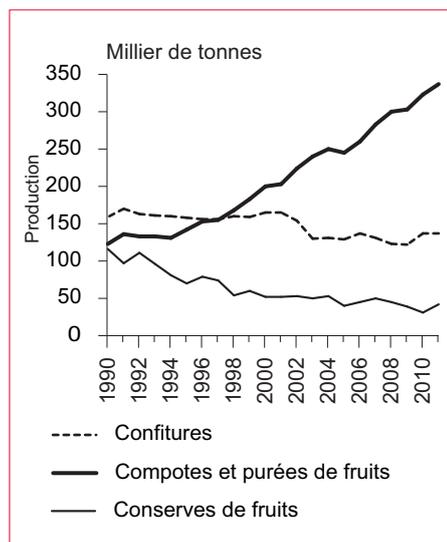
Contrairement aux productions de compotes et purées de fruits, celles de conserves de fruits (fruits au sirop ou au naturel) sont en baisse depuis le début des années 90. La production de confitures a quant à elle tendance à stagner, concurrencée par les pâtes à tartiner, les céréales et les biscuits pour petits déjeuners.

Le prix à la production des fruits transformés subit les variations des prix du sucre et des fruits ; le prix des conserves de fruits apparaît moins volatil.

La proportion de fruits (hors raisin) produits en France et destinés à la transformation en jus de fruits, compotes, confitures, fruits au sirop ou nectars est assez limitée, autour de 15 %. Les fruits destinés à l'industrie sont spécialement produits pour ce débouché mais peuvent être pour une faible part prélevés sur le marché du frais.

Pour l'ensemble des fruits transformés, le déficit du solde du commerce extérieur s'aggrave au cours du temps, en volume comme en valeur ; seul le solde en valeur des confitures, gelées et compotes est excédentaire.

Production de compotes et purées de fruits en hausse continue



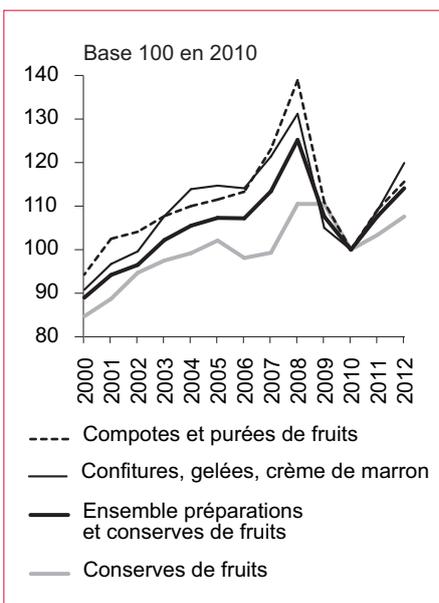
Source : Enquête Adepace

Dynamisme de la production de jus de fruits

Parmi les fruits et légumes transformés, la production de jus de fruits est celle qui a le plus progressé au cours des 10 dernières années (+ 27 % entre 2002 et 2012), en lien avec un essor de la consommation. Elle est aussi la plus régulière tout au long de l'année : à la différence des autres fruits et légumes transformés, sa cadence ne se cale pas sur les calendriers de production des fruits mais sur la consommation. Cette dernière, régulière tout au long de l'année, connaît quelques variations selon les météos printanière et estivale.

Le jus d'orange domine les jus de fruits avec en 2012 plus de la moitié des quantités et valeurs produites et commercialisées. Loin derrière suivent les jus multifruits (16 % des volumes et 20 % des valeurs en 2012) et le jus de pomme (respectivement 12 et 9 % des volumes et valeurs). Corollaire de la prédominance des jus d'oranges, l'approvisionnement en matière première des usines s'effectue majoritairement avec des concentrés importés. Cette situation pèse sur la balance commerciale en jus et concentrés de fruits dont le déficit s'est considérablement aggravé en 10 ans (+ 69 % en valeur entre 2002 et 2012). Les achats de jus et concentrés de fruits à l'étran-

Moindre volatilité du prix des conserves de fruits

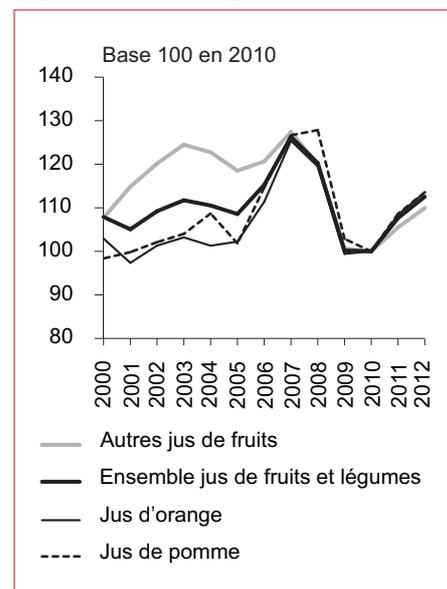


Source : Insee - Indice brut des prix à la production

ger s'effectuent essentiellement auprès de l'Espagne, de l'Allemagne et du Brésil. Les jus et concentrés d'orange contribuent à un peu plus de la moitié du déficit en 2012 contre deux tiers en 2002.

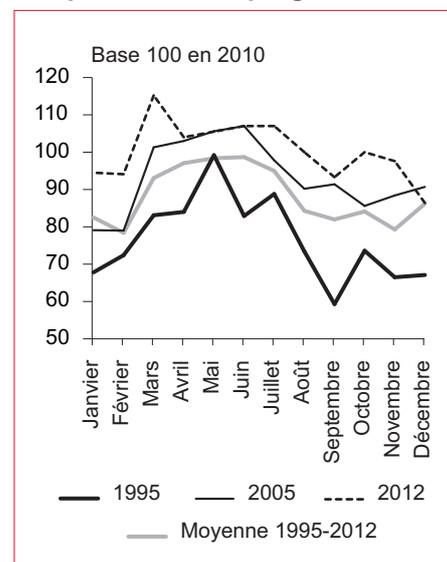
Les prix à la production des jus de fruits subissent les variations du prix des denrées agricoles et depuis 2007, les variations de prix des différents parfums de jus de fruits se font sensiblement au même rythme.

Le prix des jus de fruits et légumes s'homogénéise



Source : Insee - Indice brut des prix à la production

Jus de fruits : une production en progression



Source : Insee - Indice de production industrielle en volume

160 industries transforment les fruits et légumes en France

En 2011, 160 industries ont pour activité principale la transformation de fruits et légumes. Elles représentent 5 % de l'emploi et 3 % du chiffre d'affaires de l'agroalimentaire. Les entreprises préparant les légumes, faiblement exportatrices, comptabilisent la moitié des effectifs des industries de transformation de fruits et légumes. Les industries de transformation de la pomme de terre, peu nombreuses, sont les plus exportatrices de ce secteur d'activité. Pour la dizaine d'industries fabriquant des jus de fruits et légumes, les matières premières pèsent pour près de 60 % dans les charges. Les industries de confitures, compotes et autres préparations de fruits, quant à elles, représentent un tiers des entreprises et un tiers du chiffre d'affaires de ce secteur.

Comme dans l'ensemble des entreprises agroalimentaires, le poids des groupes dans la valeur ajoutée est prépondérant. Malgré tout, l'activité en termes de chiffre d'affaires semble moins concentrée. Les taux de valeur ajoutée sont supérieurs à ceux de l'ensemble agroalimentaire. Ce taux est même relativement élevé dans le cas de la pomme de terre, secteur dans lequel le taux de marge est également bien supérieur aux standards des entreprises agroalimentaires. Globalement, les industries du secteur des fruits et légumes investissent davantage en 2011 que l'ensemble des entreprises de l'agroalimentaire.

Les industries de transformation des fruits et légumes en quelques chiffres

	Pommes de terre	Jus de fruits et légumes	Légumes congelés, appertisés, déshydratés, etc.	Confitures, compotes, fruits au sirop, etc.	Ensemble des industries de transformation des fruits et légumes	Ensemble industries agroalimentaires et commerces de gros de produits agroalimentaires
Nombre d'unités légales	7	12	85	55	159	4 595
Effectif salarié	1 901	1 319	12 967	6 598	22 785	495 749
Concentration du secteur						
Poids des 10% d'entreprises les plus contributrices au chiffre d'affaires	48,6 %	24,6 %	45,7 %	59,7 %	48,0 %	66,4 %
Poids des groupes en nombre d'unités	85,7 %	91,7 %	83,5 %	69,1 %	79,2 %	72,2 %
Poids des groupes en valeur ajoutée	99,1 %	98,7 %	96,3 %	90,7 %	95,1 %	93,0 %
Indicateurs de performance économique						
Taux de valeur ajoutée (Valeur ajoutée/chiffre d'affaires)	25,9 %	15,5 %	20,0 %	19,2 %	19,9 %	14,3 %
Taux de marge (Excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée)	38,9 %	30,9 %	17,8 %	29,4 %	24,9 %	29,7 %
Taux d'export (chiffre d'affaires à l'export/chiffre d'affaire total)	27,2 %	22,6 %	14,0 %	20,8 %	18,2 %	20,5 %
Taux d'investissement (Investissement/valeur ajoutée)	49,4 %	28,6 %	34,3 %	36,0 %	36,2 %	27,3 %
Poids des matières premières dans les charges totales	48,6 %	57,9 %	48,5 %	47,4 %	49,0 %	30,1 %
Activité (million d'euros)						
Chiffre d'affaires net	663	656	3 473	2 319	7 112	256 813
Exportations et livraisons intracommunautaires	181	148	485	482	1 297	52 532
Valeur ajoutée hors taxe	172	102	695	445	1 414	36 624
Valeur ajoutée au coût des facteurs	160	94	651	419	1 323	33 208
Excédent brut d'exploitation	67	31	124	131	353	10 883
Résultat courant avant impôts	29	15	58	67	170	8 152
Résultat net comptable	13	4	33	48	99	6 916
Capacité d'autofinancement	46	19	101	91	258	8 996

Champ : entreprises de 20 salariés et plus des divisions 10 et 11 (hors artisanat commercial 1013B, 1071B,C,D) de la NAF rév.2 et groupes 462 et 463 de la NAF rév.2 (hors commerce de gros de produits à base de tabac 4635Z), Dom inclus.

Sources : Insee - Esane et LIFI, SSP - Enquête annuelle sur les consommations d'énergie dans l'industrie et Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement, traitements SSP

Sources et définitions

- Les indices de la production industrielle et les indices de prix à la production et de prix agricoles à la production sont de sources Insee et Agreste.
- Les données du commerce extérieur sont issues des de la direction générale des douanes et droits indirects (Douanes).
- Les résultats sur la production commercialisée sont issus des enquêtes Prodcom.
- La part des fruits et légumes destinés à l'industrie est issue de la Statistique agricole annuelle, source Agreste.
- Les consommations de pommes de terre et pommes de tables sont issues des bilans d'approvisionnement, source Agreste.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées.
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Enquêtes - IAA » pour les caractéristiques comptables et financières des IAA.

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires : une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste Primeur n° 305, novembre 2013
- « Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013 », Synthèses n° 2013/220, octobre 2013
- « Au premier trimestre 2013, la production des IAA est en retrait », Synthèses n° 2013/217, juillet 2013
- « L'activité des IAA se stabilise en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires en 2011 : les exportations et les prix dopent les ventes », Agreste Primeur n° 287 septembre 2012
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011
- « Les importations de jus soutiennent la consommation de fruits », Synthèses n° 2010/118, juillet 2010

Retour éditorial

Baisse de la consommation française de viande, après une reprise en 2010

En 2013, la consommation française de viande a très légèrement baissé sur un an. Depuis 2011, elle ne cesse de baisser, après avoir marqué une reprise en 2010. La situation est toutefois contrastée : la consommation de viande de boucherie diminue, à l'exception d'un léger rebond pour le porc depuis 2012, tandis que celle de volailles augmente. En 2013 sur les trois premiers trimestres, comme en 2012, les disponibilités de viande pour la consommation se sont restreintes. D'autre part, la hausse des prix à la consommation s'est accentuée. Face à ce contexte aggravé par la crise économique, les ménages français ont réduit leurs achats de viande fraîche de bœuf, d'agneau, de porc, au profit des viandes de volailles, notamment de poulet dont les achats se sont développés. Ils ont également privilégié la viande hachée fraîche, les produits élaborés et aussi les jambons et autres charcuteries.

En 2013, très légère baisse de la consommation de viande

Sur les trois premiers trimestres de 2013, la consommation française de viande calculée par bilan est inférieure de 0,6 % à celle constatée un an auparavant. Sur trois ans, entre 2010 et 2013, la baisse atteint - 1,2 %, après

une reprise en 2010 (*En 2010, la consommation de viande se porte mieux, Consommation n° 2010/133, octobre 2010*). Elle intervient dans un contexte de prix de détail élevés en 2013 lié à des disponibilités réduites. La situation est toutefois contrastée selon les productions. La consommation de viande de boucherie – qui repré-

sente 70 % de la consommation totale de viande – est orientée à la baisse (- 1 % sur un an), tandis que celle de volailles de chair est plutôt à la hausse (+ 0,2 %). En octobre 2013, selon les dernières données disponibles sur les viandes de boucherie, la baisse se poursuit pour celles-ci. Sur l'ensemble de l'année, entre 2010 et 2012,

En 2012 et 2013, moins de viandes disponibles pour la consommation

En 2012, puis en 2013 sur les 3 premiers trimestres, la consommation a été réduite, du fait de la réduction des abattages et d'une progression modérée des importations.

En 2012, pour toutes les espèces animales, les abattages ont été moins nombreux qu'en 2011, année de la sécheresse. Leur volume a diminué de 5,6 % pour les gros bovins, de 3,4 % pour les veaux de boucherie, de 2,9 % pour les ovins, de 2 % pour les porcins et de 4,1 % pour les volailles de chair. De janvier à septembre 2013, le volume a aussi baissé pour les gros bovins (- 4,6 %), pour les veaux de boucherie (- 3,4 %), pour les ovins (- 3,8 %) et pour les porcins (- 1 %). Il est stable pour les volailles de chair (+ 0,2 %).

Par ailleurs, les volumes importés de viandes ont baissé sur un an, ou augmenté mais de façon limitée. Les pays fournisseurs, pays tiers ou de l'Union européenne, ont accusé comme la France une baisse de production ou redirigé leurs ventes au moins en partie vers d'autres destinations que la France. En 2013 sur les 3 premiers trimestres, les volumes de viandes importés ont peu augmenté sur un an pour les viandes de bœuf et de veau (+ 1,3 %), plus pour la viande porcine (+ 2,7 %) et baissé pour la viande ovine (- 7,5 %) et les volailles de chair (- 1 %).

la consommation de viande de boucherie avait diminué de 2,2 %, celle de viande de volailles progressant quant à elle de 3,7 %. En volume, les consommations de viandes de boucherie et de volailles de chair ont respectivement atteint 3,7 millions et 1,6 million de tonnes-équivalent-carcasse (tec) pour l'année 2012, puis 2,8 millions et 1,3 million de tec pour les 3 premiers trimestres 2013.

Baisse de la consommation des viandes bovines et ovines

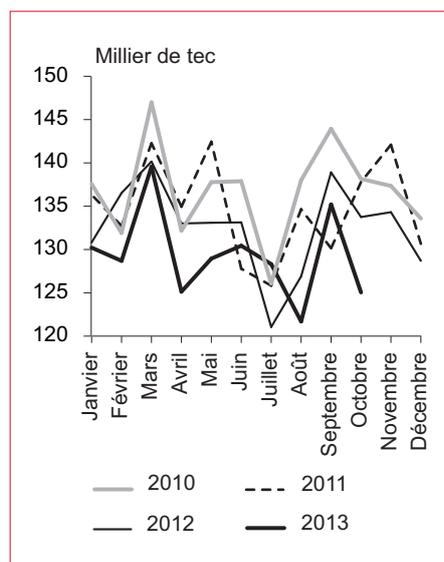
Sur les 3 premiers trimestres de 2013, la consommation de **viande bovine** a baissé de 2,1 % sur un an, après avoir baissé de 1,7 % entre 2011 et 2012. La viande de veau a été plus touchée (resp. - 2,5 % et - 5,7 %) que la viande de bœuf (resp. - 2,1 % et - 1,1 %). Les volumes importés de viande bovine ont atteint 382 milliers de tec en 2012, et 284 milliers au cours des 3 premiers semestres 2013. La viande bovine importée en France provient presque exclusivement de l'Union européenne (98 %) : 375 milliers de tec ont été importés en 2012 et 277 milliers au cours des 3 premiers semestres 2013. Les importations venant de l'UE ont repris (sur un an, + 2,5 % en 2012 et + 1 % sur les 3 trimestres de 2013), rompant avec les

baisses successives depuis 2009. La consommation est défavorisée par la réduction de l'offre et un prix à la consommation élevé dans un contexte de crise.

Sur la même période de 2013, la consommation de **viande ovine** a diminué de 3,3 % sur un an, après une baisse de 2,6 % en 2012. Elle repose pour une très grosse part sur les importations qui atteignent au total 110 milliers de tec en 2012 et 78 milliers sur

les 3 premiers trimestres 2013. Or, les volumes importés ont été limités en provenance du Royaume-Uni et de l'Irlande, et surtout hors UE en provenance de la Nouvelle-Zélande. Celle-ci, qui constituait le plus gros fournisseur de la France, se tourne vers les marchés asiatiques plus rémunérateurs : entre 2010 et 2012, les volumes de viande néo-zélandaise ont quasiment chuté de moitié (- 43 %) et, sur les 3 premiers trimestres 2013, ils perdent encore 8 % par rapport à la même période de 2012. Pour sa part, sur un an, la production ovine française diminue de 3,8 % sur les 3 premiers trimestres 2013, après avoir reculé de 6 % en 2012 par rapport à 2011. Comme pour la viande bovine, la contraction de l'offre et des prix élevés freinent la consommation qui suit déjà une tendance à la baisse depuis de nombreuses années.

En 2013, point bas de la consommation de viande bovine en août



Source : Agreste

Hausse de la consommation des viandes de porc et de volailles

Seule la **viande porcine** parmi les viandes de boucherie a affiché un très léger ressaut de consommation en 2012 (0,5 % sur un an), à environ 1 895 milliers de tec, puis en 2013 sur les 3 premiers trimestres (+ 0,2 %) à 1 422 milliers de tec. Mais celui-ci ne suffit pas à rompre la tendance baissière de la consommation de viande de

En 2013 comme en 2012, sur les 3 premiers trimestres, seules les viandes de porc et de volailles ont échappé à la baisse de consommation

	Quantités consommées				Évolution de la consommation sur un an (en %)	
	2011	2012	2012 Janv. - Sept.	2013 Janv. - Sept.	2012/2011	2013/2012 Janv. - Sept.
Viande de boucherie¹ en millier de tec	3 732	3 718	2 787	2 761	- 0,4	- 0,9
dont : Viande bovine	1 617	1 589	1 194	1 168	- 1,7	- 2,1
Viande de bœuf	1 387	1 372	1 030	1 009	- 1,1	- 2,1
Viande de veau	230	217	163	159	- 5,7	- 2,5
Viande porcine	1 886	1 895	1 420	1 422	+ 0,5	+ 0,2
Viande ovine-caprine	195	190	144	139	- 2,6	- 3,3
Viande équine	18	18	12	13	+ 0,0	+ 6,4
Viande de volaille² en millier de tonnes	1 644	1 651	1 269	1 272	+ 0,4	+ 0,2
dont : Poulet	998	1 026	788	796	+ 2,8	+ 1,0
Dinde	327	340	264	258	+ 4,0	- 2,5
Canard	204	197	149	141	- 3,4	- 5,8

1. Animaux de boucherie : consommation indigène contrôlée CVJA (CIC) en millier de tec

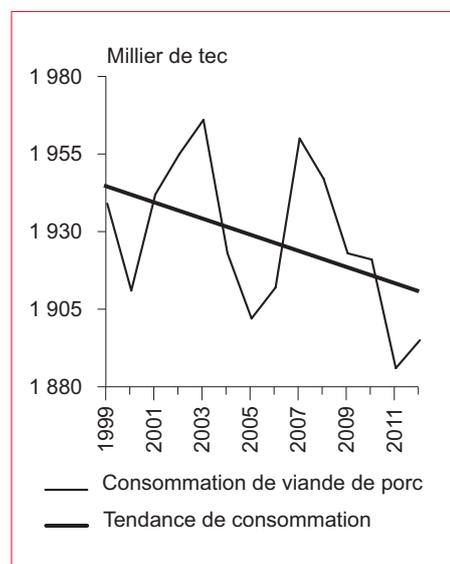
2. Volaille : consommation indigène totale en millier de tonnes

*tec : tonne-équivalent-carcasse

Source : Agreste - Consommation de viande calculée par bilan

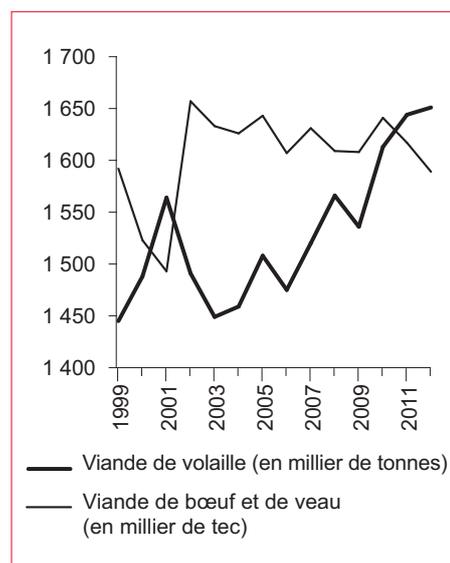
porc sur le long terme. Les importations de viande porcine (y compris les viandes salées, séchées, fumées, saucisses, saucissons, conserves et graisses), qui atteignent 600 milliers de tec en 2012 et 460 milliers pour les 3 premiers trimestres 2013, ont augmenté de 3 % environ sur un an pour chaque période. Elles proviennent principalement d'Espagne, d'Allemagne, de Belgique et d'Italie. Les exportations qui avaient augmenté les années précédentes ont été réduites en 2012

Malgré un ressaut en 2012, la consommation de viande porcine tend à baisser



Source : Agreste

Depuis 2011, la viande de volaille est plus consommée que la viande bovine



Source : Agreste

(- 5 %) puis en 2013 pour les 3 premiers trimestres (- 1,1 %), libérant de l'offre.

Depuis 2011, la **viande de volailles** est plus consommée que la viande bovine. Cela n'était arrivé dans le passé qu'en 2001, alors que la consommation de viande bovine était affectée par la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine. Les quantités consommées s'élèvent à 1 651 milliers de tec en 2012 et à 1 272 milliers pour les 3 premiers trimestres 2013 (resp. 1 589 et 1 168 milliers de tec de viande bovine). La croissance de la consommation sur un an est moins forte aux 3 premiers trimestres 2013 qu'en 2012. Elle avait bondi en 2010, mais s'était déjà infléchie à partir de 2011. Les prix à la consommation des viandes de volailles ont augmenté plus rapidement que ceux des autres viandes.

Le poulet est la principale consommation de volailles avec plus d'1 million de tec consommées en France en 2012 et 796 milliers sur les 3 premiers trimestres 2013. Sur un an, la consommation de poulet a augmenté de 2,8 % en 2012, puis de 1 % en 2013 sur les 3 premiers trimestres. En 2013, sur cette période, les importations de viande de poulet sont plus basses qu'en 2012 (- 1 %), la baisse étant intervenue en mars et juin. Cette baisse rompt une tendance très fortement haussière. Entre 2000 et 2012, les importations ont en effet presque triplé (175 %). En 2012, elles s'élevaient sur l'ensemble de l'année à 448

milliers de tec (+ 6,6% sur un an). La part des importations en provenance de l'Union européenne est quasiment stable depuis 2011, de 85 % pour la viande découpée fraîche ou congelée, de 9 % pour les préparations et de 7 % pour les poulets entiers frais ou congelés par rapport au total importé de chacun de ces trois produits. La Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne sont les principaux fournisseurs de la France. Sous réserve que l'ensemble des importations de viande de poulet soient consommées en France et non réexportées vers d'autres destinations, sur dix poulets consommés en France, quatre seraient issus de l'importation essentiellement sous forme de découpe (*Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur son propre marché intérieur, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/188, septembre 2012*).

La consommation de **dinde**, qui marque en 2013 une baisse de 2,5 % par rapport à 2012 sur les 3 premiers trimestres, inverse sa tendance : elle avait au contraire augmenté de 4 % sur un an en 2012 sur l'ensemble de l'année. La baisse de la consommation de canard, initiée en 2012, se poursuit : - 3,9 % entre 2011 et 2012, - 5,8 % sur un an sur les 3 premiers trimestres 2013.

Des prix à la consommation élevés pour toutes les viandes

En 2012 puis en 2013 sur les 3 premiers trimestres, les prix à la consommation ont été élevés pour toutes les

La hausse des prix à la consommation des viandes s'est nettement accélérée entre 2010 et 2013

Évolution en %

	2010/2009	2012/2011	2013/2012 Janv. - Oct.
Viandes	+ 0,4	+ 3,0	+ 3,0
dont Viandes de bœuf	+ 1,0	+ 4,7	+ 4,6
Viandes de veau	+ 0,7	+ 3,3	+ 2,6
Viandes de mouton, de cheval	+ 1,3	+ 3,4	+ 3,0
Viandes de porc et charcuteries	- 0,2	+ 2,6	+ 2,2
Volailles	+ 0,4	+ 2,6	+ 3,6
Autres viandes et plats cuisinés à base de viande	+ 0,9	+ 1,8	-
Autres postes alimentaires			
Poissons et crustacés	- 0,2	+ 2,3	+ 1,5
Laits, fromages, œufs	- 1,4	+ 1,3	- 0,9
Ensemble des produits alimentaires	- 0,1	+ 2,7	+ 1,6

Source : Insee - Indice des prix à la consommation - Base 100 en 1998

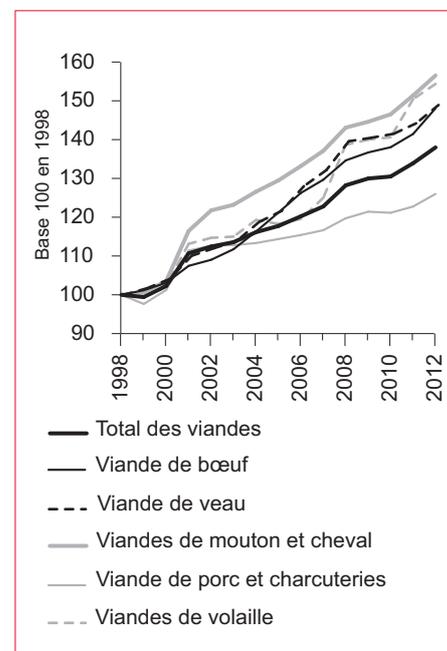
viandes de boucherie et de volailles, dans le contexte d'offre réduite en France et dans l'Union européenne. Depuis 2010 où elle se situait à + 0,4 %, la hausse sur un an des prix à la consommation des viandes s'est accélérée chaque année pour atteindre + 2,6 % en 2011, puis + 3 % en 2012, puis de nouveau + 3 % en 2013 pour les 3 premiers trimestres. Selon l'indice des prix à la consommation calculé par l'Insee, le poste « Viandes » présente une hausse nettement plus forte que celui des « Poissons et crustacés » tant en 2012 qu'en 2013, les « Laites, fromages et œufs » affichant de nouveau une baisse en 2013.

Parmi les viandes de boucherie en 2012, les viandes bovines et ovines ont affiché les hausses de prix sur un an les plus fortes, ce qui en a freiné la consommation. Au contraire, la hausse a été moins vive pour la viande porcine et les volailles. En 2013 sur les 3 premiers trimestres, la tension s'est maintenue sur les prix des viandes de bœuf tandis que la hausse des prix des volailles de chair s'accroissait (+ 3,6 %, contre + 2,6 % en 2012 sur l'ensemble de l'année).

Les prix à la consommation ont repercuté la forte augmentation des prix à la production. Depuis février 2012, les prix à la production des animaux de boucherie ont en effet enregistré une hausse par rapport aux prix moyens des cinq années précédentes comprise entre + 12 % et + 22 %, selon l'indice des prix des produits agricoles à la production. Globalement, sur un an, les prix des animaux de boucherie ont augmenté d'environ 11 % en 2012 puis de 17 % en 2013 sur les 3 premiers trimestres, mais à un rythme différent selon les espèces. La hausse sur un an, qui était particulièrement marquée en 2012 pour les gros bovins (+ 14%) et les porcins (+ 10%), a fortement décéléré en 2013 sur les 3 premiers trimestres (resp. + 8 % et + 4 %). Pour les ovins, elle s'est au contraire amplifiée, passant de + 3,3 % à + 6,4 %, du fait de l'approvisionnement réduit en provenance notamment de Nouvelle-Zélande. Pour les veaux de boucherie, elle est stabilisée depuis 2012 à + 2 %. S'agissant des volailles de chair, la progression des prix à la consommation, stimulée par le poulet, s'explique aussi par le bond des prix à la production : la hausse sur un an de ces

derniers passe de + 1,8 % en 2012 à + 8,4 % en 2013 sur les 3 premiers trimestres.

Forte progression du prix à la consommation des volailles



Source : Insee - Indice des prix à la consommation

Sur les 3 premiers trimestres 2013, les achats de viande pour la consommation à domicile ont baissé

	Quantités en millier de tonnes en 2013 ¹	Évolution en % sur un an des quantités achetées		Prix moyen en €/kg en 2013	Évolution en % sur un an du prix moyen d'achat	
		2013/2012	2012/2011		2013/2012	2012/2011
Viande de boucherie	791	- 0,8	- 1,7	10,50	+ 3,9	+ 3,9
Viande fraîche	468	- 2,6	- 1,6	11,55	+ 3,7	+ 3,4
dont Bœuf	170	- 4,3	- 1,8	14,22	+ 4,5	+ 4,6
Veau	58	- 1,8	- 4,6	15,61	+ 3,7	+ 2,0
Porc	184	- 1,1	- 0,4	7,21	+ 5,0	+ 4,8
Mouton - Agneau	48	- 3,3	- 1,7	13,38	+ 0,9	+ 2,3
Cheval	7	+ 3,1	- 2,3	15,02	- 0,8	+ 1,2
Viande hachée fraîche	86	+ 1,7	+ 0,1	10,22	+ 5,6	+ 3,2
Surgelés	72	- 2,0	- 3,2	6,47	+ 5,0	+ 6,2
Élaborés	164	+ 3,7	- 2,5	9,39	+ 4,4	+ 4,6
Jambon et autres charcuteries	671	+ 1,4	+ 2,0	10,01	+ 2,4	+ 2,3
Abats	33	- 1,1	- 3,9	9,28	+ 2,7	+ 4,3
Viande de volailles	543	- 0,2	+ 1,9	7,98	+ 1,7	+ 2,1
Volaille fraîche	336	- 1,3	+ 2,3	7,50	+ 2,4	+ 2,3
dont Poulet	220	+ 2,3	+ 1,3	6,59	+ 3,5	+ 1,9
Dinde	63	- 3,6	- 1,3	8,65	+ 3,6	+ 2,2
Canard	26	- 6,7	+ 9,5	11,88	+ 4,0	+ 0,8
Lapin frais	27	- 6,1	- 0,2	8,87	+ 3,4	- 0,4
Surgelés	20	+ 7,9	+ 1,0	6,93	+ 2,3	+ 3,6
Élaborés	125	+ 3,3	+ 2,1	8,65	- 0,5	+ 1,4
Charcuterie de volaille	36	- 0,3	+ 0,4	10,07	+ 1,5	+ 4,2

1. Achats du panel = données calculées sur 11 périodes (1^{er} janvier jusqu'au 3 novembre en 2013 et au 4 novembre en 2012).

Sources : Kantar World Panel - FranceAgriMer, calcul Agreste

Moins d'achats de viande fraîche de bœuf et de mouton aux prix élevés

Les données recueillies par KantarWordPanel sur les achats des ménages, sur la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 3 novembre 2013, confirment une baisse des quantités de viande fraîche consommées à domicile entre 2012 et 2013, tant de boucherie (- 2,6 %) que de volailles (- 1,3 %). Cette baisse intervient en réaction à la hausse des prix d'achat, les sommes dépensées en 2013 par les ménages ayant au contraire augmenté de 1 % sur un an pour chacune. L'augmentation des dépenses sur un an est particulièrement marquée pour les viandes de volailles surgelées (+ 10,5 %), les élaborés à base de

viande de boucherie (+ 8%), la viande hachée fraîche de boucherie (+ 7,3%) et la viande fraîche de poulet (+ 6 %) : les prix de ces produits figurent parmi les plus bas (resp. 6,93 €/kg, 9,39 €/kg, 10,22 €/kg et 6,59 €/kg).

La restriction des achats des ménages la plus importante par rapport à 2012 porte sur les viandes fraîches de bœuf et de mouton (resp. - 4,3 % et - 3,3 % en volume) qui affichent les prix élevés de 14,22 €/kg et 13,38 €/kg. Par rapport à 2012, la baisse sur un an s'est plus renforcée pour la viande de bœuf que pour celle de mouton : en 2012, elle était d'environ - 1,8 % pour chacune.

La **viande fraîche de porc** est aussi touchée par la baisse de consommation. Pourtant, son prix moyen d'achat est le plus bas des viandes de boucherie en 2013 (7,21 €/kg), mais il a subi en 2012 puis 2013 la hausse la plus forte affichée parmi les viandes de boucherie (+ 5 %). En revanche, les jambons et autres charcuteries ont été privilégiés malgré un prix moyen à 10 €/kg : les quantités achetées s'élèvent à 671 milliers de tonnes, alors que pour les viandes de boucherie elles atteignent au total 791 milliers - dont 184 milliers en viande fraîche de porc - et 542 milliers pour les viandes de volailles. En valeur, les sommes dépensées d'une part pour l'achat de jambon et autres charcuteries et d'autre part pour la viande fraîche de porc ont affiché successivement les mêmes hausses sur un an en 2012 et 2013, d'environ + 4 %.

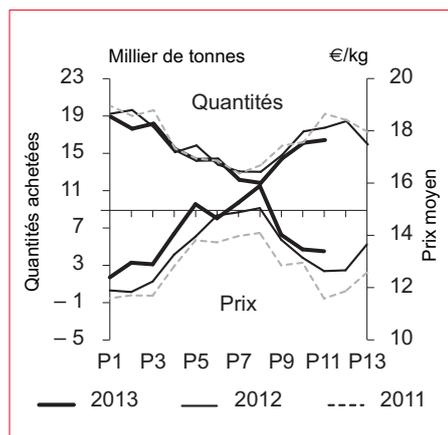
Plus d'achats de produits frais, surgelés ou élaborés moins chers

Les achats de **viande hachée fraîche**, de 86 milliers de tonnes, ont repris en 2013 (+ 1,7 % par rapport à 2012), augmentant de 1,4 % pour le bœuf mais diminuant de 2,2 % pour le veau. La viande hachée fraîche, malgré la hausse de son prix d'achat (+ 6,3 % sur un an), ou sous forme surgelée constituent des débouchés importants pour la viande bovine.

Le **poulet frais** est la seule viande fraîche dont les volumes achetés (220 milliers de tonnes) n'ont pas baissé sur un an (+ 2,3 %). Contrairement à la viande de porc, il résiste dans le contexte de crise économique, affichant le prix moyen le plus bas parmi les viandes fraîches. Ce prix se situe juste au-dessus du prix des produits surgelés de viande de boucherie. Après une désaffection en 2011, les achats de viande de poulet ont repris légèrement en 2012 et se sont nettement accrus en 2013. Sous forme de produits élaborés, les poulets cuits et rôtis ont de nouveau la faveur des consommateurs (+ 13% en 2013 sur la période), de même que les panés frais et les poulets surgelés (+ 7%).

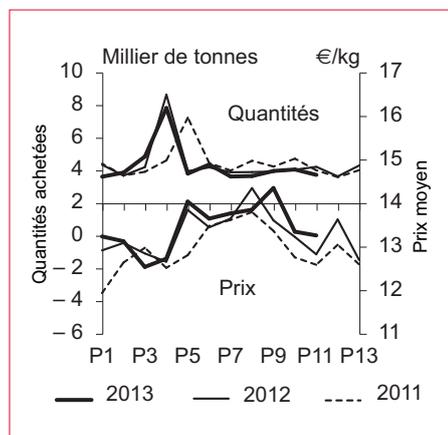
Les **surgelés de volailles** et les **élaborés de viandes de boucherie et de volailles** constituent aussi deux pôles d'achat importants pour les ménages. Contrairement aux surgelés de viande de boucherie (- 2 %), les surgelés de

Achats de viande fraîche de bœuf



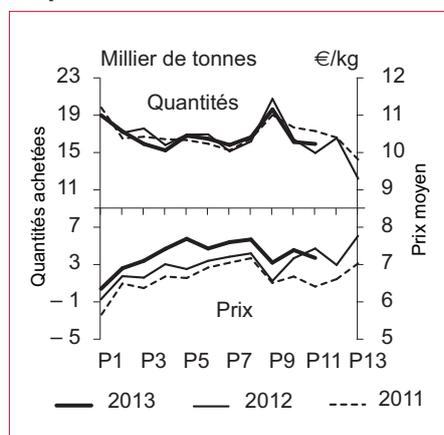
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Achats de viande fraîche de mouton-agneau



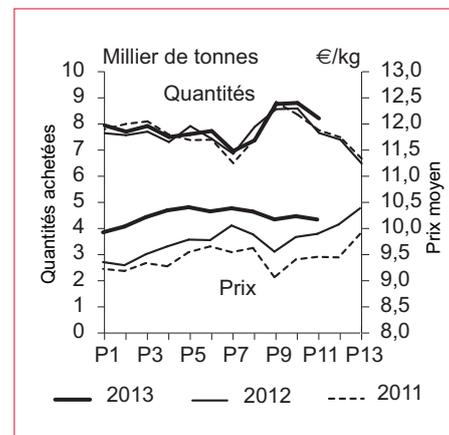
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Achats de viande fraîche de porc 2011 à 2013



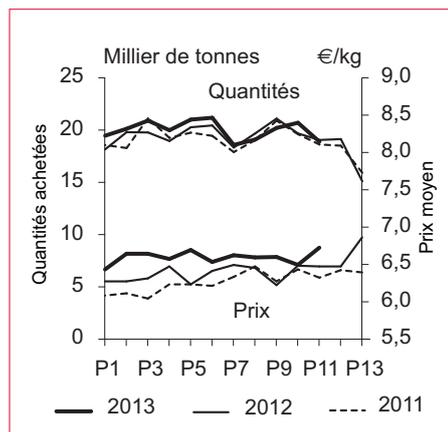
Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Achats de viande hachée fraîche



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

Achats de viande de poulet



Périodes de 4 semaines - 13 périodes dans l'année
 Source : Kantar World Panel pour FranceAgriMer

volailles présentent en 2013 la plus forte augmentation des quantités achetées (+ 8 % sur un an, contre + 1 % en 2012), du fait de prix bas dont la hausse sur un an s'est de plus ralentie en 2013 (+ 2,3%) : les volumes achetés de surgelés concernent 20 milliers de tonnes pour la viande de volaille et 72 milliers pour la viande de boucherie. S'agissant des produits élaborés, les volumes achetés atteignent 164 milliers de tonnes pour les viandes de boucherie et 125 milliers pour les viandes de volailles. Ils ont respectivement augmenté de 3,7 % et

de 3,3 % par rapport à 2012. L'augmentation la plus forte concerne les élaborés de porc (+ 5,5 %) et de bœuf hors viande hachée (+ 4,3 %). Par rapport au total des dépenses d'achat de viandes, les sommes consacrées aux élaborés représentent presque 20 % des achats de viandes de boucherie et 25 % de ceux de viandes de volailles. Le succès de ces produits correspond à une évolution des comportements de consommation alimentaire. En 2013, le prix moyen s'établit à 9,39 €/kg pour les premiers et à 8,65 €/kg pour les seconds.

Sources et définitions

- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viandes pour l'alimentation humaine sur le territoire national. Elle est mesurée en tonne-équivalent-carcasse, et elle est corrigée des variations de jours d'abattage pour la viande de boucherie. Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks.
La consommation ainsi calculée est une consommation apparente, et non une consommation réelle. En effet, les quantités de viande abattues ou importées au cours d'un mois ne sont pas nécessairement consommées au cours de la même période.
La consommation prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration.
- Les **achats de consommation** observés par **Kantar World Panel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les données sont établies par périodes de quatre semaines. Treize périodes forment une année.

Pour en savoir plus

- dans l'espace « Données en ligne\Conjoncture\Environnement économique » du site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr
- dans la rubrique « **Conjoncture - Consommation** » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications du SSP parues sur le thème sont :

- « Tassement de la consommation de viandes en 2011 », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2012/173, mars 2012
- « En 2010, la consommation de viande se porte mieux », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2010/133, octobre 2010
- « Moins de matières grasses animales dans nos assiettes - Évolution sur dix ans de la consommation alimentaire », Agreste Primeur n° 236, mars 2010
- « En 2009, la consommation de viande se contracte encore », Synthèses Conjoncture Consommation de viande n° 2009/95, octobre 2009
- « La consommation alimentaire à l'épreuve de la crise », Analyse, prospective et évaluation n° 10, juillet 2009

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2013

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr